



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 13 MAI 2020

En raison des restrictions de mouvement et de réunion à Kinshasa, ce document remplace la conférence de presse ONE UN.

Pour toute question, merci de contacter :

- **Porte-parole MONUSCO et Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies Mathias Gillmann : 099 706 9920**
- **Porte-parole militaire Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo : 081 890 7160**
- **Relations avec les médias Adèle Lukoki : 081 890 7706**

FRPI :

La MONUSCO a remis le lundi 11 mai au gouvernement provincial de l'Ituri deux sites devant servir pour le désarmement et la démobilisation des miliciens de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri, FRPI.

Les deux sites sont érigés aux villages de Karatsi et de Kazana en chefferie de Walendu Bindi dans le territoire d'Irumu où les autorités congolaises (nationales et provinciales) et la MONUSCO ont uni leurs efforts pour la pacification de cette partie de l'Ituri. Cette remise de sites par la MONUSCO marque une avancée de plus dans ce processus, avec la signature, le 28 février dernier, de l'Accord de paix signé à Gety entre la FRPI et le Gouvernement congolais.

Prochaine étape : l'annonce par le Gouvernement congolais de la date effective pour le démarrage du DDR des combattants de ce groupe armé.

Le site de Kazana se trouve à une quarantaine de kilomètres au sud de Bunia. Sur place, la MONUSCO a installé 26 tentes dont 15 serviront de logement aux miliciens de la FRPI. Ces tentes sont équipées de 162 lits avec matelas. Il y a également des abris réservés pour l'identification des miliciens, pour l'isolement des cas suspects de COVID-19 et pour servir de cuisine et de dortoir. La MONUSCO y a également construit 15 latrines et douches et a placé deux réservoirs d'eau d'une capacité totale de 3000 litres ainsi que deux conteneurs pour le stockage de vivres. Un protocole d'accord a été signé entre le gouvernement et la MONUSCO pour la gestion de ces sites.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Environ 1 100 miliciens de la FRPI, installés depuis neuf mois au site de pré-cantonement à Azita à 5 kilomètres de Gety-Etat, chef-lieu de la chefferie de Walendu Bindi en territoire d'Irumu, attendent d'être désarmés.

Le site de désarmement de Karatsi a été conçu et construit conformément aux spécifications techniques fournies par UNMAS.

TERRITOIRE DE MAHAGI :

La MONUSCO et les députés provinciaux originaires du territoire de Mahagi en Ituri ont souligné leur volonté d'impliquer les populations locales dans la recherche d'une paix durable lors d'une mission mixte dans la zone entamée lundi 11 mai. L'objet de cette mission est d'échanger avec les leaders communautaires, confessions religieuses, populations et autorités locales autour des solutions pour ramener la stabilité dans ce territoire où la milice de la CODECO sème la terreur, avec risque de « communautarisation » du conflit.

La MONUSCO apporte un appui technique et logistique à ces consultations qui vont durer jusqu'au lundi 18 mai ; elles vont donner lieu à une feuille de route qui sera élaborée de concert avec les communautés, les députés provinciaux et la MONUSCO en vue de l'organisation d'un dialogue communautaire.

En outre, une centaine de participants (dont une trentaine de femmes) issus des autorités locales, leaders communautaires, société civile, associations de jeunes et de femmes prennent part depuis le 9 mai à une série de formations organisées par la MONUSCO Bunia sur la sécurité et la protection des civils dans les zones à risque dans le territoire de Mahagi. Ces personnes sont formées sur le rôle des autorités locales dans la protection des civils, outils et mécanismes de protection communautaire, techniques de commercialisation et la protection des civils dans des zones à hauts risques. La première formation a eu lieu à Ngote à environ 120 kilomètres au nord de Bunia. Trois autres formations vont être organisées à Rona, Ameer et Nioka.

Au terme de cette série de formations, des Comités locaux de protection (CLP) seront installés aux groupements Nyoka, Rona et Ngote, en chefferie de Panduru ainsi Pamitu-Ameer dans la Chefferie de Djukot.

POLICE DES NATIONS UNIES :

La Stratégie opérationnelle de lutte contre l'insécurité dans la ville de Bunia (SOLIBU) vient de publier le rapport sur la situation sécuritaire à Bunia, pour le mois d'avril 2020. Par rapport au mois de mars 2020, le nombre d'alertes/appels, reçus par cette structure en avril aux

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

« numéros verts » fournis par la MONUSCO à la population à travers la PNC, est passé de 1482 à 1806. Soit 21,8% d'augmentation.

La dégradation de la situation sécuritaire dans les territoires de Djugu, Mahagi et dans une partie de celui d'Irumu (dont Bunia fait partie) a eu des répercussions dans la ville de Bunia et ses environs. En termes d'interventions à la suite de ces appels, on note aussi une légère hausse par rapport au mois de mars : 433 interventions contre 418 en mars. Enfin, 296 arrestations ont été opérées en avril contre 319 pour le mois de mars 2020. La MONUSCO et la Police congolaise invitent la population à davantage de collaboration avec les forces de sécurité pour vaincre l'insécurité dans cette ville d'environ 1.5 million d'habitants.

A Goma, la Police des Nations Unies a remis vingt-deux conteneurs à la Police nationale congolaise (PNC) du Nord-Kivu suite à une demande effectuée par cette dernière afin de remplacer les bureaux de 19 sous-unités des commissariats urbains suite à diverses dégradations.

Avec ces conteneurs, la MONUSCO va ainsi renforcer la capacité opérationnelle de la PNC en soutenant son programme de « police de proximité », lesquels conteneurs vont servir d'avant-postes de sécurité et de sous-commissariats dans certains quartiers de la ville de Goma et ses alentours.

La semaine passée, l'Unité aux investigations criminelles (SOC-SS) de la Police des Nations Unies a aussi remis au Département de la Police technique et scientifique de la PNC du matériel pour permettre la mise en place d'un fichier central et faciliter la recherche et le prélèvement des traces et indices laissés sur une scène de crime.

Enfin, à Kinshasa, Goma, Bukavu, Kananga, Uvira, Kindu et Kananga, les initiatives se multiplient pour soutenir la PNC contre la pandémie de COVID-19 : distribution de masques de fabrication locale, des gels hydro-alcooliques, des bidons de savon liquide, des denrées alimentaires et des brochures de sensibilisation COVID-19, renforcement des capacités opérationnelles de la PNC qui protège des cellules de veille sanitaire ou qui fait le suivi de confinement instauré à Kinshasa.

PRISONS :

L'Unité pénitentiaire de la MONUSCO a organisé une double sensibilisation et formation des détenus et du personnel de surveillance de la prison de Bunia sur les mesures préventives contre le COVID-19.

Cette formation avait deux volets : une partie théorique dans laquelle les directives des autorités congolaises (Ministre de la Justice notamment) sur les « mesures de lutte contre le COVID-19 dans les prisons » ont été passées en revue et une partie pratique dispensée par les deux médecins de cet établissement carcéral, au cours de laquelle les détenus et le personnel ont été sensibilisés sur les

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

symptômes, les modes de transmission et les comportements à adopter en cas de contamination. Par petits groupes de 10 personnes par séance (distanciation sociale oblige), les animateurs ont rappelé aux détenus et au personnel de surveillance de la prison de Bunia les gestes barrières pour prévenir toute contamination au sein de cet établissement.

La prison de Bunia accueille actuellement 1 354 pensionnaires pour une capacité théorique de 220 places. Avec un tel surpeuplement et à cause de la promiscuité, les risques de propagation de la maladie en cas de contamination d'un seul détenu sont énormes.

Cinquante et un prisonniers ont en outre bénéficié d'une assistance alimentaire de la MONUSCO dans le cadre du projet d'appui en supplémentation alimentaire pour les détenus malnutris sévères. Ce projet prévu pour une durée de 2 mois consiste en une assistance de la MONUSCO en sacs de maïs, d'haricot et de sel ainsi que de bidons d'huile de palme. Depuis le début de cette année, on déplore une quarantaine de morts à la prison centrale de Bunia due à la malnutrition.

A Kananga, l'Unité pénitentiaire de la MONUSCO a débuté mardi 12 mai une formation des formateurs à la prison centrale de Kananga autour de la prévention contre le COVID-19. Les dix agents pénitentiaires formés ce jour formeront à leur tour quatorze détenus (07 hommes, 02 femmes, 05 mineurs) en tant que pères éducateurs qui se chargeront de former progressivement les autres détenus sur les mesures de préventions contre le COVID-19. La Mission a par ailleurs installé des conteneurs dans l'enceinte de cette prison en vue de la mise en quarantaine des éventuels cas suspects.

En outre, le bureau de la MONUSCO à Kananga a apporté lundi 11 mai des vivres pour une valeur de 1 000 dollars américains aux détenus de la prison centrale de cette ville. Ce don est constitué d'une dizaine de sacs de farine de manioc, d'une dizaine de sac de farine de maïs et d'un sac de sel de 20 Kg. Il intervient au moment où, selon le directeur de la prison, aucune dotation n'a été reçue depuis le mois de février 2020 pour l'alimentation des prisonniers.

KASAI CENTRAL :

Le 7 mai, une mission d'évaluation conjointe de la MONUSCO s'est rendue à Katole, dans la province du Kasai Central pour vérifier des allégations selon lesquelles, les jeunes videraient leurs villages pour rejoindre le Tshiota – un centre de cérémonies mystiques. Cette mission a pu confirmer l'information sur la tendance de la reprise des recrutements des miliciens dont le meneur est Trésor Ngalamulume.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

TANGANYIKA :

La section des Affaires civiles de la MONUSCO à Kalemie, en partenariat avec le bureau provincial de la Protection civile, a organisé la semaine dernière un atelier de renforcement des capacités sur l'analyse des conflits et le système d'alerte précoce à l'intention de 17 membres dont 15 femmes du Réseau des femmes du Tanganyika (REFETANG).

L'initiative visait à répondre au nombre croissant de conflits communautaires dans la province du Tanganyika et sur les moyens de les prévenir. Le rôle du service de la Protection civile a été abordé au cours de la formation. Cette unité placée sous la tutelle du ministère de l'Intérieur partage les informations collectées et les alertes avec les principales parties prenantes, y compris les autorités provinciales.

SUD-KIVU-STABILISATION :

Le Gouvernement congolais et la MONUSCO, à travers le Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC) et l'Unité d'Appui à la Stabilisation de la MONUSCO (UAS), viennent de mobiliser six millions de dollars américains supplémentaires pour la province du Sud-Kivu.

Le 15 mai 2020, un appel à propositions pour trois projets du Fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS) sera lancé. Ces 3 projets ont pour objectifs 1) la réduction de l'ampleur et incidence des conflits de pouvoir coutumier grâce à une gouvernance locale inclusive et participative, 2) la réduction des conflits fonciers et conflits liés à la transhumance et 3) appuyer les communautés et autorités politiques à s'accorder sur une approche de démobilisation, désarmement, et réintégration communautaire.

Le FCS est un des mécanismes de financement et d'opérationnalisation de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation pour l'est de la RDC (ISSSS) en appui au Programme STAREC. Les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont les trois provinces où la stratégie est mise en œuvre.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

SITUATION MILITAIRE

La Force de la MONUSCO poursuit de façon inlassable son soutien aux FARDC aux fins de la neutralisation des groupes armés qui infligent d'atroces souffrances aux populations civiles. Parallèlement, la campagne de sensibilisation au respect des mesures de prévention contre le COVID-19 des populations se poursuit également dans les zones de déploiement de la Force.

Les principales informations sur la situation sécuritaire par région se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, tentatives d'attaque, attaques et représailles ont meublé le quotidien des paisibles populations pendant les deux semaines écoulées. La prompt intervention de la Force a permis dans nombre de cas d'éviter des exactions contre les civils innocents. Dans la nuit du 4 mai, les personnels Bangladeshi de la base de déploiement temporaire de Bayoo sont intervenus dans la localité de Bule Bazar pour repousser une attaque imminente contre les civils et assurer la protection des personnes déplacées internes. Les 4 et 6 mai, la Force a déployé des patrouilles pour assurer la protection des civils à la suite des confrontations entre les FARDC et des assaillants de Djugu respectivement dans les localités de Marabo et Matete. Des blessés FARDC ont été évacués par hélicoptère sur l'hôpital de Bunia. Le 8 mai, le dispositif d'alerte précoce a permis le déploiement rapide d'une patrouille d'intervention qui a empêché l'attaque de la localité de Lenge (14 km à l'est de Djugu).

Dans le territoire de Beni, la situation est caractérisée par les ressentiments des populations à la suite des assassinats crapuleux perpétrés, les 7 et 8 mai, par des individus encore non-identifiés respectivement dans la localité de Mabatundu (15 km au nord-est de Mamove) et à Boikene (Beni). Des manifestations pacifiques ont eu lieu à Beni sans qu'aucun incident ne soit enregistré.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, les affrontements entre les groupes Nyatura et NDC-R se sont poursuivis avec pour corollaire l'augmentation du nombre de personnes déplacées internes. En effet, de nombreuses familles ont fui la localité de Kalungu en direction du camp de Luhinzi. Des patrouilles de longue portée ont été effectuées dans les localités de Kibrizi, Bambo et Kilima qui abritent également des camps de déplacés. Des missions de longue portée ont été menées dans la région de Katsiru/JTN/ Mweso, ainsi que dans les localités de Tongo et Rugari avec pour objectif de rassurer les populations des zones parcourues.

La province du Sud-Kivu quant à elle a connu une accalmie relative malgré la présence remarquée des cadres du groupe Mai-Mai Kijangala, dans la localité de Kihinga (14 km à l'ouest de Sange) le 8 mai, et une incursion des Mai-Mai Mbulu dans la localité de Rushabira Kyanyunda (5 km au nord-est de Sange). Une réunion de sécurité avec le comité local de protection des localités de Kamayola, Ktagota et Bwegera avec le Bataillon Pakistanais de déploiement rapide a permis de procéder à l'évaluation de la situation sécuritaire dans la région, puis d'identifier les préoccupations relatives aux violations des droits de l'homme et à la protection des civils. Des séances de sensibilisation au respect des mesures préventives contre le COVID-19 ont également été organisées par les personnels féminins officiers du même Bataillon pakistanais.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

EQUIPE DE PAYS

OMS :

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) continue à renforcer la coordination de la réponse au COVID-19 aux côtés du Gouvernement de la RDC, en apportant tout l'appui nécessaire à tous les niveaux de la riposte en République démocratique du Congo (RDC) depuis le début de cette crise sanitaire.

C'est dans ce contexte que le Chargé du Bureau de l'OMS en RDC, Dr Amédée Prosper Djiguimdé, et le ministre de la Santé, Dr Eteni Longondo, ont entamé mardi 12 mai une mission de supervision et d'évaluation de la riposte à Matadi, dans la province du Kongo Central. L'OMS, qui dispose d'un Sous-Bureau dans cette province, va remettre une dizaine de motos ainsi que du carburant pour permettre à l'équipe provinciale de la riposte de renforcer la surveillance épidémiologique, la recherche active des contacts et le prélèvement des échantillons pour leur analyse au laboratoire à Kinshasa. L'appui de l'OMS consiste également à la remise d'un lot de médicaments essentiels pour la prise en charge des patients atteints du nouveau coronavirus.

La ville de Matadi, à 350 km au sud-ouest de Kinshasa, est la deuxième ville la plus touchée par COVID-19 après Kinshasa. Elle comptabilise à ce jour 55 cas testés positifs avec 2 décès. Le Secrétaire général à la Santé ainsi que des experts de l'INRB font également partie de cette mission de 4 jours dans la ville portuaire. L'OMS exprime toute sa reconnaissance à ses partenaires et bailleurs pour l'appui financier et logistique mobilisé, parmi lesquels l'Union européenne, le Fonds humanitaire et la Chine.

HCR :

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés poursuit ses efforts de prévention et de lutte contre le Coronavirus à travers la RDC. La semaine dernière, 45 stations de lavage des mains ont été installées dans des sites de personnes déplacées internes à Kalemie, dans la province du Tanganyika.

Des relais communautaires ont été identifiés et formés afin d'appuyer le HCR dans ses activités de sensibilisation de masse dans 11 sites pour informer les populations des mesures sanitaires mises en œuvre par le Gouvernement et fournir des conseils sur les mesures de prévention permettant de réduire le risque d'infection. Le HCR vient également de faire un don de deux véhicules au secrétaire technique multisectoriel de lutte contre le Coronavirus afin de faciliter la mobilité des équipes de riposte dans la ville de Kinshasa. A ce jour, plus de 3 millions de réfugiés, personnes déplacées internes et membres de la communauté hôte ont pu être sensibilisés par les spots radio sur le COVID-19 diffusés à travers le pays ; plus de 84 000 ont participé à des séances de sensibilisation sur le COVID-19 ; plus de 60 000 savons distribués et près de 2 000 stations de lavages des mains installés à travers les camps et sites de réfugiés, et dans les lieux accueillant des déplacés internes.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Le HCR est en outre préoccupé par la sécurité des personnes déplacées dans la province de l'Ituri. Plus de 200 000 personnes ont été forcées de fuir leur foyer durant ces deux derniers mois seulement.

La grande majorité des personnes déplacées sont des femmes et des enfants – qui vivent désormais dans des conditions de surpeuplement au sein de familles d'accueil. D'autres dorment en plein air ou dans des bâtiments publics, comme des écoles qui ne sont actuellement pas utilisées pour les classes en raison des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19. Tant les personnes déplacées que leurs hôtes sont vulnérables aux attaques et contre-attaques survenant de façon répétitive. Certains déplacés, qui avaient tenté un retour chez eux, sont de nouveau la cible d'attaques et de menaces continues de la part des groupes armés. Le HCR et ses partenaires travaillent à fournir des articles de secours et à construire davantage d'abris pour les nouveaux déplacés.

INONDATIONS :

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) indique que selon un récent rapport d'évaluation du Cluster Sécurité alimentaire, avec l'appui des autorités et d'une ONG locale, au moins 64 000 personnes ont perdu leurs réserves de nourritures et la quasi-totalité de leurs moyens de subsistance dans les inondations qui affectent le territoire d'Uvira depuis le 13 avril.

Au moins 7 220 maisons ont été détruites et plus de 86 000 personnes sont sans-abris ; au moins 40 sites d'hébergement sont ouverts dans lesquels près de 37 000 personnes y sont installées. Le nombre et la promiscuité des personnes induisent de nombreux besoins en abris, accès à l'eau potable, douches et latrines d'urgence. Au moins 5 000 familles d'accueil hébergent près de la moitié de la population sinistrée, occasionnant également une pression sur les ressources en eau et hygiène de ces familles. Uvira et Fizi étant des zones endémiques de choléra, les inondations augmentent les risques d'une nouvelle flambée.

Pour l'instant, la prise en charge et la prévention du choléra sont exécutées par plusieurs organisations spécialisées dans la promotion de l'hygiène et d'assainissement. Les défis à court et moyen termes restent l'assainissement d'une dizaine de centres de santé et hôpitaux inondés et la reconstruction des latrines des écoles détruites par les inondations.

Les interventions humanitaires restent perturbées, entre autres, par l'inaccessibilité de la Route Nationale numéro 5 (RN5) entre Bukavu et Uvira, coupée sur plusieurs segments. Quelques ponts ont également été emportés par les eaux. Des efforts en cours par le Cluster Logistique ont permis d'ouvrir des voies de contournement, mais l'accessibilité de la RN5 reste conditionnée au rythme des pluies. Presque tous les groupes sectoriels ont pu se déployer à Uvira et les interventions sont en cours, en coordination avec les autorités territoriales.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Plus de 50 points de chloration de l'eau et trois stations d'épuration installées sur les rivières Mulongwe et Kamvivira permettent de couvrir les besoins d'au moins 60 000 personnes ; trois autres stations d'épuration seront installées mais l'offre en eau potable est loin de couvrir les besoins de la population d'Uvira estimée à plus de 300 000 habitants. Depuis plus de trois semaines, la distribution d'eau à Uvira est suspendue suite aux dégâts sur les installations de la REGIDESO.

Depuis le 9 mai, au moins 2 000 ménages ont reçu une aide alimentaire des autorités congolaises, aide qui sera complétée par des interventions du Cluster sécurité alimentaire. Les capacités actuelles disponibles pourront couvrir les besoins de près de 10 000 ménages sur les 15 000 ménages sinistrés et les familles d'accueil affectés par les inondations dans Uvira, Fizi et la Plaine de la Ruzizi.

Dans le territoire de Kailo, province du Maniema, une centaine de maisons ont été emportées par des averses orageuses dans la dernière semaine d'avril, faisant plus de 750 nouveaux sans-abris.

Ceci porte à au moins 27 500 le nombre total de personnes affectées par les catastrophes naturelles entre mi-mars et fin avril dans la province, alors que les territoires affectés, Kindu et Kailo, abritent toujours plusieurs milliers de personnes déplacées sans assistance humanitaire depuis janvier 2020.

Au Maniema, en complément de l'aide des autorités gouvernementales à 500 ménages sinistrés des inondations de mars 2020 à Kindu et régions, l'ONG Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) a démarré le 7 mai un projet d'assistance à environ 4 000 ménages à Kindu, à Kailo, à Punia et à Kasongo ; l'ONG Christian- Aid, quant à elle, cible au moins 1 400 ménages victimes des inondations de fin avril 2020 dans la commune de Salamabila.

Par ailleurs, plus de 47 000 personnes déplacées vers la zone Salamabila-Kasongo-Kindu sont toujours sans assistance depuis janvier 2020, faute de capacité des acteurs locaux. L'autre facteur qui justifierait ce défaut d'assistance à Salamabila est l'accès physique. La route la plus accessible est par l'axe Baraka-Fizi-Kabambare, environ 400 kilomètres de route souvent en mauvais état et quasiment impraticables en saison de pluies.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28